

SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Données pour le département : "Alpes-de-Haute-Provence"



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



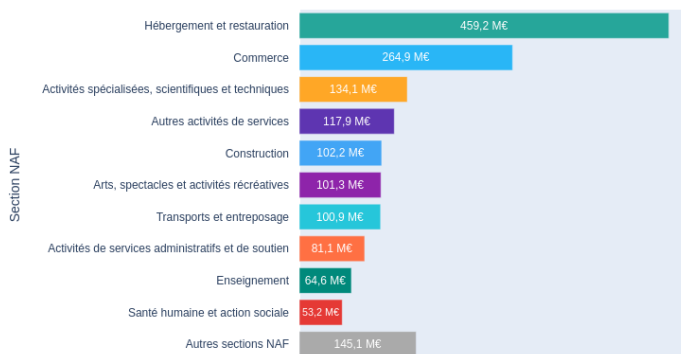
Montant total : 15 318 877 569 euros

Nombre d'aides : 7 024 756

Nombre d'entreprises : 1 962 969

Niveau Régional : Provence-Alpes-Côte d'Azur

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



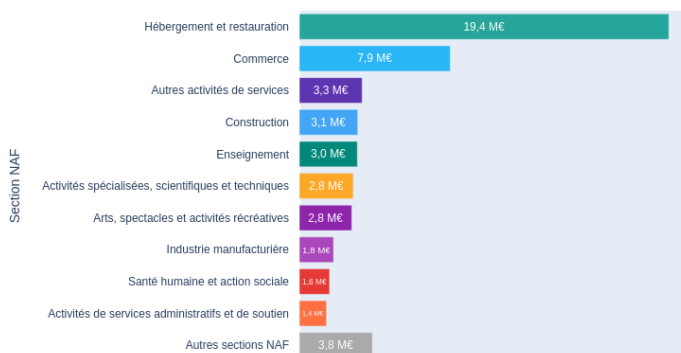
Montant total : 1 624 516 230 euros

Nombre d'aides : 744 491

Nombre d'entreprises : 204 715

Niveau Départemental : Alpes-de-Haute-Provence

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 50 970 206 euros

Nombre d'aides : 23 370

Nombre d'entreprises : 6 680



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.
Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020.
Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)

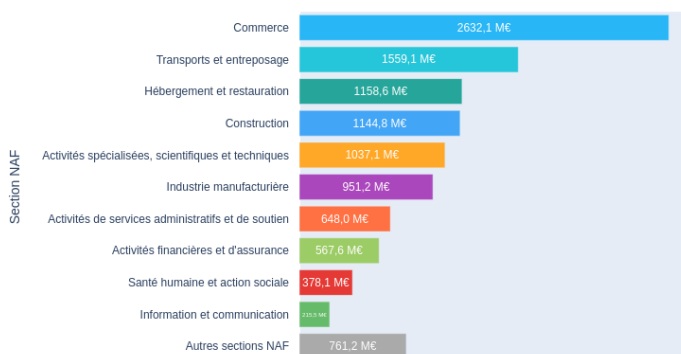


Montant total : 132 210 787 300 euros

Nombre de prêts : 652 707

Niveau Régional : Provence-Alpes-Côte d'Azur

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)

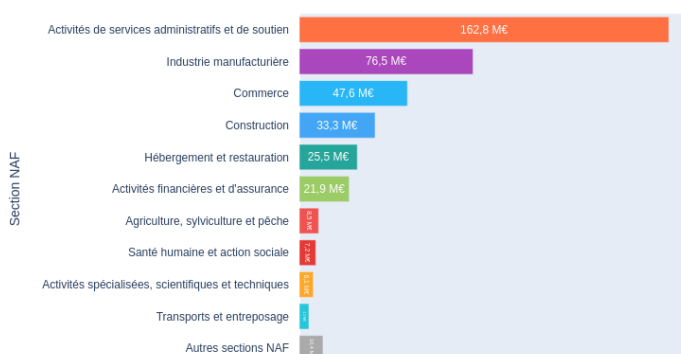


Montant total : 11 053 022 868 euros

Nombre de prêts : 71 640

Niveau Départemental : Alpes-de-Haute-Provence

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 404 076 129 euros

Nombre de prêts : 2 110



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)

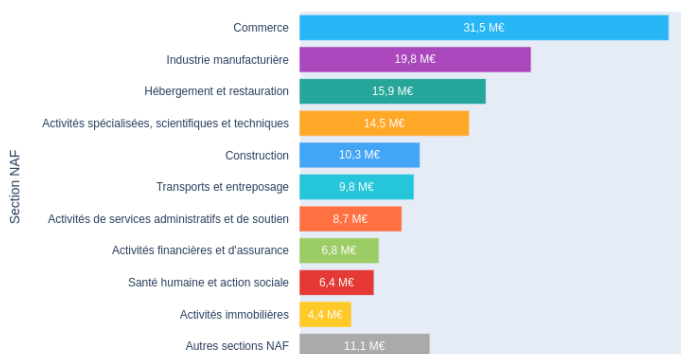


Montant total : 3 353 974 786 euros

Nombre de reports : 111 283

Niveau Régional : Provence-Alpes-Côte d'Azur

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)

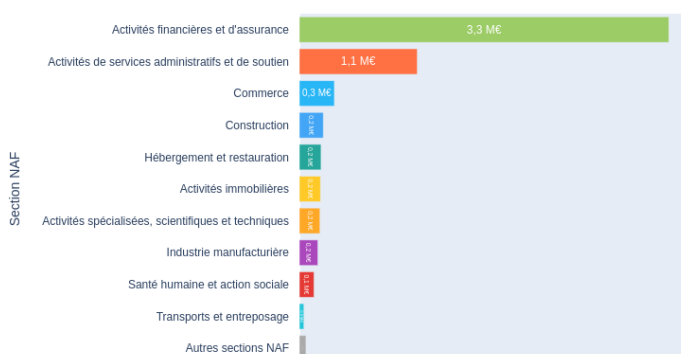


Montant total : 139 175 467 euros

Nombre de reports : 7 124

Niveau Départemental : Alpes-de-Haute-Provence

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 5 827 719 euros

Nombre de reports : 297



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

Niveau Régional : Provence-Alpes-Côte d'Azur

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 92 777 791 euros

Nombre d'aides : 119 543

Niveau Départemental : Alpes-de-Haute-Provence

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 3 589 164 euros

Nombre d'aides : 4 549



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement. Les données utilisées proviennent de la DARES

Niveau National



Nombre de demandes : 466 450

Nombre de salariés : 2 264 685

Heures demandées : 181 488 985

Niveau Régional : Provence-Alpes-Côte d'Azur



Nombre de demandes : 46 325

Nombre de salariés : 203 640

Heures demandées : 17 016 635